

AÏN DEFLA

Meeting du FFS à Khemis Miliana

Les crises s'aggravent parce que le système perdure en l'absence d'une indépendance de la justice et d'un consensus politique national.

Ahmed Betatache, premier secrétaire du FFS, accompagné de Ali Laskri, un des 5 membres du présidium du parti d'Aït Ahmed, a animé hier, un meeting populaire à Khemis Miliana, dans la salle des fêtes de la ville, meeting au cours duquel, s'adressant à une foule nombreuse, des jeunes, surtout, il a commencé par dresser un bref rappel historique du FFS, des conditions qui ont dicté sa création en tant que premier parti indépendant post-indépendance.

Il a rappelé que le FFS est né conformément au consensus qui s'était dégagé avant l'appel du 1^{er}-Novembre, appel qui consacrait trois grands principes à savoir la mise en place d'un système qui devait concrétiser une démocratie sociale et la promotion d'un Maghreb arabe uni.

A ce sujet et en dressant un constat d'échec, il dira : «50 après, rien de cela n'a été fait, le pouvoir politique n'est toujours pas entre les mains du peuple, les Algériens vivent dans la pauvreté dans un pays riche, et un Maghreb qui ne s'est jamais uni par la faute des gouvernants des pays qui le composent.»

Evoquant la déferlante des «printemps arabes», Betatache s'interroge et interroge «quels printemps connaissent maintenant ces pays comme la Syrie, la Libye, la Tunisie et l'Égypte ?», et de rappeler que Aït Ahmed s'est farouchement opposé à ce que les Algériens versent dans ce faux pas «l'histoire a donné raison au FFS» et d'ajouter

«comme il avait raison, en 1963, en 1992 quand il a appelé à l'époque la nécessité d'œuvrer à une conciliation nationale qui aurait pu éviter à l'Algérie tant de larmes et de souffrances, réconciliation qui ne s'est imposée que dix ans plus tard».

Abordant le sujet des «crises plurielles et diverses, graves, que connaît le pays», telles que «la corruption qui affecte tout le corps de l'Etat avec la cascade des scandales financiers et autres détournements», l'orateur l'impute à une justice inféodée «au pouvoir en l'absence d'un Etat de droit sans lequel les crises iront en s'aggravant».

S'agissant de la lutte qu'a menée le peuple et ses fils pour l'indépendance et la construction



Betatache a dressé un constat d'échec.

d'une Algérie libre et démocratique où gouverne le peuple à

travers les institutions, le responsable national du FFS déplore

que «les 45 000 morts lors de la réponse du colonialisme à la demande du peuple de sa liberté et son indépendance après avoir aidé la France à se débarrasser du colonialisme nazis, que les morts de 1963, ceux du 5 octobre 1988 ne bénéficient pas du statut de Chouhadas».

Explicitant la ligne politique du FFS, Betatache dira : «Nous sommes pour le changement du système de gouvernance en place, nous voulons qu'il se fasse pacifiquement et démocratiquement, cela ne signifie pas, et en aucune manière, que nous cautionnons ce système, le FFS a toujours œuvré dans ce sens et continuera à œuvrer pour la concrétisation d'un consensus sans exclusive, c'est la seule solution pour la sortie de toutes ces crises.»

Karim O.

IL RENOUVELLE SA FIDÉLITÉ AU PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Amar Ghoul : «Bouteflika est notre candidat s'il se présente»

Le président du parti TAJ a réitéré, une fois de plus, son total soutien au président de la République.

Intervenant, hier, à Tipasa, au premier séminaire national des élus de son parti, Amar Ghoul a renouvelé ce qu'il a de tout temps affirmé. «Si le président de la République se présente pour un quatrième mandat, il sera alors notre candidat par fidélité à l'homme mais aussi aux institutions du pays», a-t-il soutenu, explicitant

son usage du conditionnel contrairement à ses pairs des autres partis du pouvoir, par le fait que c'est au concerné, c'est-à-dire Abdelaziz Bouteflika, de «signifier publiquement son intention de briger une autre mandature».

Une manière comme une autre pour le ministre des Transports de se distinguer de Saïdani et consorts qui, eux, ne cessent de proclamer que le président de la République est partant et qu'il est leur candidat. Ghoul n'a même

pas cru bon d'évoquer les échanges d'amabilités Saïdani-Sellal, soutenant ne pas «commenter des propos qui ne sont pas les miens». Ceci quoiqu'il soutienne que l'actuelle conjoncture impose la «conjugaison des efforts de tous».

Mais la «nuance» s'arrête à cet aspect car pour le reste, ce qui semble constituer, désormais, la trame de la campagne électorale pour le cercle présidentiel pour la prochaine présidentielle, c'est cet

épouvantail de la sérieuse menace extérieure qui impose, selon le patron du TAJ, «un front intérieur uni», voyant en les récentes attaques marocaines «une simple étape d'un vaste plan de déstabilisation de la région dans le sillage de la visée de faire des pays de la ceinture du continent allant de l'Atlantique à la Somalie un grand couloir pour la commercialisation et la consommation des drogues dures mais aussi de l'armement».

M. K.

AUTORITARISME ET ÉCONOMIE RENTIERE

Les deux ingrédients du mal-développement

«Statu quo autoritaire, quel coût pour l'Algérie ?» C'est cette problématique, ô combien actuelle, qui a réuni hier trois chercheurs universitaires, Smaïl Gouméziane, Mouloud Boumeghar et Mohamed Hachemaoui, dans le cadre du forum d'El Watan, abrité par la salle Cosmos au niveau de Ryadh El Feth. Il en est ressorti que si le coût politique est aisément cernable, il n'en est pas de même des incidences économiques qui ne sont pas forcément négatives.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - C'est à Smaïl Gouméziane qu'est revenu d'apporter la nuance. Pour lui, et contrairement à ce que d'aucuns pourraient conclure par manque de lucidité, les régimes autoritaires ne produisent pas systématiquement le mal-développement.

Pour qu'une telle conséquence soit, il faudra, a-t-il démontré, que le régime autoritaire soit couplé à un système d'économie rentière. Il a comparé, pour ce faire, les évolutions économiques de trois pays qui sont ou étaient d'essence autoritaire, en l'occurrence la Chine, la Corée du Sud et l'Algérie.

Smaïl Gouméziane a démontré que pour les deux pays asiatiques, le développement économique est aujourd'hui indéniable, même sous des régimes autoritaires.

Ce qui n'est pas le cas de l'Algérie. La cause à cela est que la Corée du Sud comme la Chine

ont conçu des systèmes économiques productifs alors que l'Algérie a choisi un système rentier. Cette situation est illustrée par les revenus par habitant qui sont très faibles en Algérie comparés aux revenus moyens par habitant dans les deux pays asiatiques. Ils sont trois fois moins que ceux des Coréens du Sud.

Au niveau des entreprises, c'est les situations de Sonatrach et de Samsung qui illustrent parfaitement ce contraste saisissant entre une économie rentière et une économie productive.

La Sonatrach participe à raison de 45% du PIB, fournit les 65% des recettes fiscales et 98% des recettes des exportations. Ceci alors qu'une société comme Total ne participe qu'à hauteur de 7% au PIB de la France. «Le système rentier est congénitalement autoritaire», a attesté Gouméziane.

De son côté, Mouloud

Boumeghar a démontré comment le régime autoritaire se suffit d'une reconnaissance formelle des droits de l'Homme et des libertés publiques mais qui agit, dans la réalité, à produire des mécanismes pour leur restriction. Souvent de façon pernicieuse.

Le conférencier mettra en évidence le fait que la levée de l'État d'urgence en février 2011 n'a pas changé grand-chose à la situation des libertés publiques, puisque les dispositions restrictives ont été transférées dans d'autres lois. Il a constaté, par exemple, que la décision du chef du gouvernement d'interdire les marches dans la capitale, suite à la fameuse marche du 14 juin 2001, est arbitraire. Il a relevé aussi que les autorités ne se réfèrent jamais au droit pour justifier l'interdiction d'une manifestation publique, mais que ce sont des arguments du style «c'est pour protéger les manifestants» ou encore «la représentativité des personnes organisatrices de la manifestation» pour justifier l'interdiction.

Plus machiavélique encore, le régime autoritaire, a expliqué M. Boumeghar, a poussé jusqu'à favoriser l'émeute comme forme de contestation. Celle-ci devenant la seule visible dans l'espace



Smaïl Gouméziane dénonce l'absence des libertés publiques.

public permet d'entretenir la peur du débordement. A cela s'ajoute l'interdiction de la solidarité associative ou syndicale à travers la compartimentation de la société.

Ce déni de solidarité est manifeste dans les grèves professionnelles. Abordant le contexte des polémiques actuelles par rapport

au démantèlement du DRS, Mouloud Boumeghar a indiqué que la dissolution du service central de la police judiciaire du DRS n'enlève pas aux officiers du DRS la qualité de policier judiciaire. Ceci est établi, a-t-il indiqué, dans l'article 15 du code de procédure pénale.

S. A. I.